

<http://divergences.be/spip.php?article4111>



Rendre inutilisable" : La mission israélienne de destruction urbaine totale

- Aujourd'hui - 2025 - juin 2025 -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mai 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#) May 15, 2025

Alors que les frappes aériennes font de nombreuses victimes, les bulldozers et les explosifs rasant Gaza depuis le sol - ce que les soldats affirment être une campagne systématique visant à rendre la bande de Gaza invivable, comme le révèle une enquête conjointe.



Sommaire

- [Un spectacle tous les soirs](#)

Au début du mois d'avril, quelques semaines seulement après avoir repris l'assaut sur Gaza, les forces israéliennes ont annoncé qu'elles avaient pris le contrôle de la ville de Rafah, située à l'extrême sud, afin de créer l'"axe Morag", un nouveau corridor militaire qui dissèque encore davantage la bande de Gaza. Au cours de la guerre, selon le bureau des médias du gouvernement de Gaza, l'armée a détruit plus de 50 000 logements à Rafah, soit 90 % des quartiers résidentiels. Aujourd'hui, l'armée a entrepris d'aplatir les structures restantes de Rafah, transformant la ville entière en zone tampon et coupant le seul passage frontalier de Gaza avec l'Égypte.

Y., un soldat récemment rentré de son service de réserve à Rafah, a décrit les méthodes de démolition de l'armée au magazine +972 et à Local Call. "J'ai obtenu quatre ou cinq bulldozers [d'une autre unité] et ils ont démoli 60 maisons par jour. Une maison d'un ou deux étages est démolie en une heure ; une maison de trois ou quatre étages prend un peu plus de temps", a-t-il déclaré. "La mission officielle était d'ouvrir une voie logistique pour les manœuvres, mais en pratique, les bulldozers détruisaient simplement les maisons. La partie sud-est de Rafah est complètement détruite. L'horizon est plat. Il n'y a plus de ville".

Le témoignage de Y. est cohérent avec ceux de 10 autres soldats qui ont servi à différents moments dans la bande de Gaza et au Sud-Liban depuis le 7 octobre, et qui ont parlé au magazine +972 et à Local Call. Il concorde également avec les vidéos publiées par d'autres soldats, les déclarations officielles et officieuses d'officiers supérieurs actuels et anciens, l'analyse d'images satellite et les rapports d'organisations internationales.

Ensemble, ces sources dressent un tableau clair : la destruction systématique des bâtiments résidentiels et des structures publiques est devenue un élément central des opérations de l'armée israélienne et, dans de nombreux cas, l'objectif principal.

Une partie de cette dévastation est le résultat de bombardements aériens, de combats au sol et d'engins explosifs improvisés placés par des militants palestiniens à l'intérieur de bâtiments à Gaza. Cependant, bien qu'il soit difficile

d'obtenir des chiffres précis, il semble que la plupart des destructions à Gaza et au Sud-Liban n'ont pas été effectuées depuis les airs ou pendant les combats, mais plutôt par des bulldozers ou des explosifs israéliens - des actes prémédités et intentionnels.

Selon +972 et l'enquête de Local Call, ces destructions ont été motivées par une décision stratégique consciente visant à "aplanir la zone", afin de s'assurer que "le retour des gens dans ces espaces ne se produira pas", comme l'a déclaré Yotam, qui a servi en tant que commandant adjoint d'une brigade blindée dans la bande de Gaza.

Les destructions "non opérationnelles", dépourvues de justification militaire directe, ont commencé dès les premiers mois de la guerre : Dès janvier 2024, le site d'investigation israélien The Hottest Place in Hell a rapporté que l'armée avait procédé à la "destruction systématique et complète de tous les bâtiments situés à proximité de la clôture dans un rayon d'un kilomètre à l'intérieur de la bande, sans qu'ils aient été identifiés comme des infrastructures terroristes - ni par les services de renseignement, ni par les soldats sur le terrain", dans le but de créer une "zone tampon de sécurité".

Le rapport cite des soldats qui ont déclaré que dans les zones proches de la barrière frontalière telles que Beit Hanoun et Beit Lahia, et le quartier de Shuja'iyya dans la partie nord de la bande, ainsi que dans Khirbet Khuza'a à la périphérie de Khan Younis, entre 75 et 100 % des bâtiments avaient été détruits à ce moment-là, presque sans discernement. Mais ce qui a commencé dans les périphéries de Gaza est rapidement devenu une méthode largement déployée dans toute la bande, liée au plan plus large d'Israël visant à rendre la majeure partie de Gaza invivable pour les Palestiniens.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH247/gaza1-5c66c.png>]

Selon Michael Sfard, avocat israélien et expert en droits de l'homme, ces actions constituent des violations flagrantes des lois de la guerre. La destruction de biens [individuels] qui n'est pas impérativement requise par les nécessités de la guerre constitue un crime de guerre", a-t-il expliqué, "et il existe également un crime de guerre spécifique et plus grave, à savoir la destruction [gratuite et] massive de biens qui n'est pas justifiée par des nécessités militaires". Parmi les experts juridiques, les militants des droits de l'homme et les universitaires, il y a un débat important sur la nécessité d'établir un crime contre l'humanité de 'domicide' - la destruction d'une zone utilisée pour l'habitation humaine.

Nulle part où retourner

Depuis qu'Israël a violé le cessez-le-feu en mars, environ 2 800 Palestiniens ont été tués à Gaza, avec près de 53 000 morts et 120 000 blessés au cours de la guerre ; comme +972 l'a précédemment rapporté, les frappes aériennes ont représenté la grande majorité des victimes civiles. Mais c'est la destruction systématique de l'espace urbain de Gaza qui prépare le terrain pour le nettoyage ethnique de la bande - appelé dans le discours politique israélien "mise en œuvre du plan Trump".

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a ouvertement approuvé cette vision à la fin du mois de mars, peu après la reprise de la guerre par Israël. "Le Hamas déposera ses armes. Ses dirigeants seront autorisés à partir. Nous veillerons à la sécurité générale de la bande de Gaza et nous permettrons la réalisation du plan Trump de migration volontaire", a affirmé M. Netanyahu. "C'est le plan. Nous ne le cachons pas et nous sommes prêts à en discuter à tout moment."

Pas plus tard que cette semaine, Netanyahu a rendu plus explicite ce lien entre la destruction de bâtiments civils et les déplacements forcés. "Nous détruisons de plus en plus de maisons - ils n'ont nulle part où retourner", aurait-il

déclaré lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères et de la sécurité. "Le seul résultat attendu sera le désir des habitants de Gaza d'émigrer en dehors de la bande.

En décembre 2024, l'ONU estimait que 69 % des bâtiments de la bande de Gaza, soit 245 000 unités d'habitation, avaient été endommagés, et que plus de 60 000 bâtiments avaient été complètement détruits. À la fin du mois de février, ce chiffre était passé à 70 000, selon Adi Ben Nun, spécialiste des SIG à l'Université hébraïque de Jérusalem, qui a effectué une analyse satellite pour +972 et Local Call. Au moins 2 000 structures supplémentaires ont été détruites en mars, dont plus de 1 000 dans la seule ville de Rafah.

Aujourd'hui, selon une analyse visuelle réalisée par le chercheur Ariel Caine pour Local Call et +972, plus de 73 % des bâtiments de Rafah et de ses environs ont été complètement détruits, et moins de 4 % ne présentent aucun dommage visible. La zone comptait environ 28 332 bâtiments, s'étendant du corridor Philadelphie à l'axe Morag.

Certains des bâtiments de Gaza qui ont été complètement rasés par des bulldozers ou des explosifs dans le cadre de démolitions planifiées avaient été endommagés auparavant, que ce soit par des frappes aériennes ou lors de batailles terrestres. Toutefois, les données de l'ONU fournissent une indication du grand nombre de structures détruites sans nécessité opérationnelle : entre septembre et décembre 2024 - une période au cours de laquelle il n'y a pas eu de combats intenses à Gaza - plus de 3 000 bâtiments supplémentaires à Rafah et environ 3 100 nouveaux bâtiments dans le nord de la bande ont été endommagés.

L'arme principale de l'arsenal de destruction de l'armée est le bulldozer blindé D9 de Caterpillar, qui a longtemps été utilisé pour commettre des violations des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. Mais les soldats qui ont parlé à +972 et à Local Call ont également décrit une autre méthode privilégiée utilisée pour effondrer des blocs résidentiels entiers : remplir des conteneurs ou des véhicules militaires hors d'usage de matériel explosif, et les faire exploser à distance.

"En fin de compte, le D9 [bulldozer blindé] a façonné le visage de la guerre", a tweeté le journaliste israélien de droite Yinon Magal au début du mois de février. Et ce n'était pas une directive du chef d'état-major ou de l'état-major général - c'était une politique de "terrain", des commandants de division, des commandants de brigade, des commandants de bataillon, et même des équipes de génie militaire qui ont changé la réalité".

Un ancien haut responsable de la sécurité de l'armée israélienne, qui est resté en contact avec de nombreux commandants, a confirmé que certains commandants sur le terrain ont pris l'initiative d'ordonner la destruction du plus grand nombre possible de bâtiments à Gaza, même en l'absence de toute directive militaire officielle émanant d'officiers supérieurs. "J'ai reçu des rapports d'officiers sur le terrain indiquant que des actions étaient entreprises inutilement d'un point de vue opérationnel : démolir des maisons, forcer des dizaines et des centaines de milliers d'habitants à partir, détruire systématiquement Beit Hanoun et Beit Lahia. Ils m'ont dit que les unités du D9 opéraient hors de leur contrôle", a-t-il déclaré à +972 et à Local Call. "Je ne sais pas quel était le pourcentage de destructions non opérationnelles, mais c'était beaucoup.

Les commandants à Gaza disposent d'un large pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne la démolition des bâtiments, a admis une source militaire officielle, tout en niant qu'il existe une directive à Gaza visant à "détruire pour le plaisir de détruire". "Un commandant peut démolir un bâtiment qui pourrait constituer une menace", a-t-il déclaré, précisant que des commandants de rang inférieur pourraient être à l'origine des destructions les plus massives.

Par ailleurs, plusieurs réservistes ont témoigné que la méthode de l'armée consistant à détruire systématiquement et délibérément les infrastructures civiles avait également été employée au Sud-Liban, lors de l'invasion terrestre d'octobre-novembre 2024. Selon un réserviste, les préparatifs de l'invasion comprenaient un entraînement à la démolition, dont l'objectif explicite était de détruire les villages chiites, presque tous définis comme des bastions du Hezbollah, afin d'empêcher les habitants de revenir.

"Si les soldats ont pris leur temps, vérifiant à quel mur fixer les explosifs, puis sont sortis du bâtiment et ont filmé l'explosion, cela prouve qu'il n'y avait aucune justification [opérationnelle] à cela", a expliqué Muhammad Shehade, chercheur invité au Conseil européen des relations étrangères et originaire de Gaza. Un de ses amis, détenteur d'un passeport étranger et entré dans la bande de Gaza pendant le cessez-le-feu, lui a décrit le caractère méthodique de la destruction. "Il a dit qu'on pouvait voir que [les soldats avaient] démoli une maison, nettoyé les décombres et passé à la suivante".

Avant la guerre, Shehadeh lui-même vivait à Tel Al-Hawa, un quartier de Gaza connu pour ses gratte-ciel et abritant des fonctionnaires et des universitaires, non loin du corridor de Netzarim. "Lorsque les habitants de Gaza entendent que l'armée va ouvrir un corridor, ils se rendent compte qu'il ne restera plus un seul bâtiment", a-t-il déclaré. "Nous savions que Tel Al-Hawa disparaîtrait.

Le message est clair : nous allons simplement détruire".

Lorsque le cessez-le-feu est entré en vigueur à la fin du mois de janvier, des milliers de Palestiniens se sont précipités pour retourner à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, pour découvrir que le camp de réfugiés tel qu'ils le connaissaient n'existait plus, des quartiers entiers ayant été réduits à l'état de ruines. Leurs récits de destruction concordent avec les témoignages des soldats qui ont servi à Jabalia d'octobre 2024, lorsque l'armée israélienne a réintégré le camp, jusqu'au cessez-le-feu.

Avraham Zarviv, un opérateur de la D9 qui s'est fait connaître sous le nom de "Flattener of Jabalia" pour les vidéos de destruction qu'il a téléchargées sur les médias sociaux, a expliqué ses méthodes lors d'une interview avec Channel 14.

"Je n'avais jamais vu de tracteur de ma vie, seulement des images", a déclaré M. Zarviv, qui est juge au tribunal rabbinique dans la vie civile. La brigade Givati, dans laquelle il a servi, a décidé, quelques mois après le début de la guerre, de créer une unité de génie spécialisée dans les opérations de démolition. "Nous sommes montés sur des tracteurs, des D9, des excavateurs... nous avons appris le métier, nous sommes devenus très professionnels. On ne comprend pas ce que c'est que de faire tomber un immeuble - sept, six, cinq étages - l'un après l'autre".

Entre octobre 2024 et janvier 2025, Zarviv a déclaré que chaque semaine, il détruisait en moyenne "50 bâtiments - pas des unités d'habitation, des bâtiments... À Rafah, ils n'ont nulle part où aller, à Jabalia, ils n'ont nulle part où retourner." Zarviv est récemment retourné servir à Rafah. Avant le seder de Pessah, en avril dernier, il a mis en ligne une vidéo de Rafah le montrant dans une rue où certains bâtiments étaient encore debout. Zarviv n'a pas précisé dans la vidéo ce qu'il faisait exactement à Rafah, mais il a déclaré qu'il était revenu "pour se battre jusqu'à la victoire, jusqu'à la colonisation... Nous sommes ici pour toujours".

Alors que certains opérateurs du D9, comme Zarviv, ont fièrement vanté leurs crimes de guerre, d'autres soldats ne parlent pas publiquement des destructions, selon Y. "Il y a de l'apathie : Les gens en sont à leur quatrième ou cinquième déploiement, ils se sont habitués". Mais quel que soit leur niveau de zèle, Y. affirme que les soldats ont compris comment les bulldozers étaient censés être utilisés. "Il n'y a pas eu d'ordre formel [de décimer Rafah], mais le message est clair : nous allons tout simplement la détruire.

L'anéantissement complet de Rafah par l'armée s'est produit en dépit du fait, comme l'a noté Y., qu'"il n'y a pas eu de rencontres [avec des combattants du Hamas], nous sommes seulement tombés sur des ambulanciers", une référence à l'incident au cours duquel les soldats israéliens ont tué 15 ambulanciers et pompiers dans le quartier de Tel Al-Sultan de la ville.

Comme Y., les autres soldats interrogés par +972 et Local Call ont déclaré qu'ils n'avaient pas vu d'ordre écrit de

l'état-major général de l'armée pour procéder aux démolitions, et que ces ordres venaient généralement du niveau de la brigade ou de la division.

L'ancien haut responsable de la sécurité a déclaré avoir contacté l'état-major général après avoir appris les destructions systématiques dans le nord de la bande de Gaza, et il est "convaincu que cela ne vient pas du chef d'état-major [Herzi Halevi], mais qu'il en a perdu le contrôle". Les destructions qui ne sont pas liées à des objectifs militaires constituent un crime de guerre. Cela est venu d'en bas [d'officiers de niveau intermédiaire, y compris des commandants de brigade et de bataillon]. La vengeance n'est pas un objectif militaire [officiel], mais elle a été autorisée".

Quand on entre dans une maison, on la fait exploser

H. a servi deux fois dans les réserves à Gaza, la première fois au début de l'année 2024, et la seconde entre mai et août en tant que commandant de la salle des opérations d'un bataillon stationné dans le corridor de Netzarim. "Lors de ma première mission de réserve, j'étais à Khirbet Khuza'a [un village près de Khan Younis]. Nous avons tout détruit, mais il y avait une logique : étendre la ligne de contact [zone tampon] parce qu'elle était proche de la frontière", explique-t-il.

"La deuxième fois, la zone dans laquelle nous nous trouvions se situait le long du corridor de Netzarim, au bord de la mer. Il n'y avait aucune justification opérationnelle à la démolition de bâtiments. Ils ne représentaient aucune menace pour Israël. C'était devenu une routine : L'armée s'est habituée à l'idée que lorsqu'on entre dans une maison, on la fait exploser.

"Il ne s'agissait pas d'une initiative locale, mais d'une initiative du commandant du bataillon", poursuit H.. "Les cibles de démolition [bâtiments à détruire] ont été envoyées à la brigade. Je suppose qu'elles ont également été envoyées à la division. Le commandant du bataillon marquait les bâtiments d'un X et vérifiait la quantité d'explosifs disponibles. Ils envoyaient un commandant de compagnie pour vérifier qu'il n'y avait pas de prisonniers de guerre ou de personnes disparues [otages] à l'intérieur. Dans les cas où des Palestiniens se trouvaient encore dans les maisons, on leur demandait de partir, mais c'était rare.

Selon H, les destructions étaient quotidiennes. "Certains jours, nous avons démoli huit à dix bâtiments, d'autres jours aucun. Mais dans l'ensemble, en 90 jours, mon bataillon a détruit entre 300 et 400 bâtiments. Nous reculions de 300 mètres [du bâtiment] et nous les faisons exploser."

Lorsque H. est arrivé au corridor de Netzarim en mai 2024, sa largeur ne s'étendait que sur quelques dizaines de mètres au nord et au sud. Lorsqu'il a terminé son service trois mois plus tard, les démolitions avaient élargi le corridor à sept kilomètres de chaque côté. "Nous avons pris 3 kilomètres à Zaytoun [au nord de Netzarim] et aussi à Al-Bureij et Nuseirat [au sud]. Il ne reste plus rien, pas un seul mur de plus d'un mètre de haut", a-t-il déclaré. "L'ampleur et l'intensité de la destruction sont si massives qu'elles sont indescriptibles.

Yotam, commandant adjoint de la compagnie, a rejoint les réserves le 7 octobre et a servi 207 jours à Gaza, participant à la première incursion terrestre dans la ville de Gaza et le long du corridor de Netzarim. Il a ensuite été démis de ses fonctions après avoir signé une lettre appelant les soldats à cesser de servir tant que les otages ne seraient pas restitués.

"Nous nous réveillions et le bataillon se voyait attribuer une compagnie de génie pour la journée, ainsi qu'une quantité spécifique d'explosifs", explique Yotam, décrivant le début des missions de démolition. "Cela signifiait qu'il fallait démolir entre un et cinq bâtiments [par jour].

En tant que commandant adjoint de la compagnie, Yotam était chargé de diriger les missions. Je suis allé voir le commandant du bataillon qui m'a dit : "Trouvez quelque chose de pertinent sur le terrain et démolissez-le. Je lui ai répondu que je ne ferais pas une telle mission. Je suis donc allé voir le commandant de la compagnie de génie, nous avons ouvert une carte et choisi cinq bâtiments. Si nous ne le faisons pas, ils auraient choisi des bâtiments au hasard - de toute façon, ils voulaient démolir tout le quartier. Le sentiment général était : 'Nous avons une compagnie de génie aujourd'hui, allons détruire quelque chose'".

Comme d'autres soldats qui ont parlé à +972 et à Local Call, Yotam a affirmé que l'objectif militaire principal de la deuxième phase de la guerre, en mars et avril 2024, était la destruction pour elle-même. Il a ajouté qu'un commandant de division avait déclaré qu'il s'agissait d'un "levier de pression sur le Hamas" pour parvenir à un accord sur les otages, mais qu'au niveau pratique, "il ne s'agit pas d'une mission opérationnelle. Elle n'a pas d'objectif concret. Il n'y a pas de protocole établi".

Yotam a déclaré que dans la région de Netzarim, les unités de terrain disposaient d'une grande liberté pour décider de ce qu'il fallait détruire. "Le raisonnement opérationnel était le suivant : il s'agit d'un territoire que les FDI détiennent et qu'elles ne rendront pas de sitôt - et personne ne se soucie de la vie des Palestiniens qui s'y trouvaient. Ce n'est pas une zone qui va redevenir un quartier palestinien.

"J'ai vu de mes propres yeux des centaines de bâtiments rasés. Des quartiers entiers au nord de l'hôpital turc [dans le centre de la bande de Gaza] ont été rasés. On ne peut pas rester indifférent face à une telle ampleur de destruction".

Un spectacle tous les soirs

Plusieurs soldats interrogés ont décrit les rituels cérémoniels qui accompagnaient les démolitions à Gaza. Un caporal réserviste de la brigade 55, qui a servi près de Khan Younis, a parlé de son expérience des missions : "Nous passions dans les maisons, confirmions qu'il n'y avait pas de renseignements intéressants ou de militants présents, puis l'unité du génie entrait dans chaque bâtiment avec des charges de 10 kilos, qu'elle attachait aux colonnes de soutien", a-t-il déclaré. "C'était comme un spectacle tous les soirs : un officier supérieur, généralement un commandant de compagnie ou plus, prenait la radio avec l'unité de déminage et le corps du génie, prononçait un discours sur la raison de notre présence ici, faisait le compte à rebours, et puis boum. Nous nous retournions et il ne restait plus rien".

Yotam a également parlé de ces rituels pendant son service de réserve à Gaza. "Lorsqu'une rangée de bâtiments explosait, le commandant du bataillon prenait la radio, disait quelque chose d'héroïque à propos de quelqu'un qui était mort et de la poursuite de la mission, puis il soulevait toute une rangée de bâtiments dans les airs.

Une autre pratique courante consistait à brûler les maisons que les forces israéliennes avaient utilisées comme installations militaires temporaires, marquant ainsi la fin d'une mission, comme +972 l'a précédemment documenté. "C'était la routine, ils le faisaient tout le temps", explique Yotam. "Plus tard, ils ont arrêté et n'ont brûlé que les maisons qui avaient été utilisées comme centres de commandement.

Les soldats ont également compris le sens plus large de ces démolitions ritualisées. En l'absence de tout objectif opérationnel, elles servaient un objectif politique et idéologique : rendre Gaza invivable pour les générations à venir.

"En fin de compte, nous ne combattons pas une armée, mais une idée", a déclaré le commandant du bataillon 74 au

journal israélien Makor Rishon en décembre 2024. "Si je tue les combattants, l'idée peut subsister. Mais je veux rendre l'idée invivable. Lorsqu'ils regarderont Shuja'iyya et verront qu'il n'y a rien - que du sable - c'est là le but. Je ne pense pas qu'ils puissent revenir ici avant au moins 100 ans."

"Personne ne sait mieux que nous que les habitants de Gaza n'ont nulle part où retourner", explique un commandant, dont le bataillon a participé à la destruction d'un millier de bâtiments en deux mois en 2025. Un soldat ayant servi dans le même bataillon a ajouté : "L'idée était de tout détruire. Il suffisait de créer des bandes de destruction."

Vous détruisez une rue entière en une seule explosion".

En avril 2025, le journaliste israélien Yaniv Kubovich a pénétré dans l'"axe Morag" - la bande de terre dégagée par l'armée entre Khan Younis et Rafah - et a signalé avoir vu les restes d'un ancien véhicule blindé de transport de troupes (VBTT) près de l'un des bâtiments détruits.

Les soldats lui ont expliqué qu'il s'agissait d'une autre méthode utilisée pour faire s'effondrer les bâtiments - une méthode qui cause d'importants dommages à l'environnement. "Les FDI chargent [le véhicule blindé de transport de troupes] d'explosifs et l'envoient de manière autonome dans une rue ou un bâtiment que l'armée de l'air aurait auparavant bombardé. Mais après un an et demi de guerre, l'APC explosif est devenu l'alternative la moins chère".

Selon Kubovich, les restes de ces APC explosifs peuvent maintenant être vus partout dans la bande de Gaza, et il semble que leur utilisation se soit considérablement élargie depuis les premières étapes de la guerre.

A., qui a servi à plusieurs reprises à Gaza, a déclaré à +972 et à Local Call que cette méthode ne se limite pas aux vieux véhicules blindés de transport de troupes. "On prend deux conteneurs géants, on utilise des dizaines, voire des centaines de litres de matière explosive, et avec un D9 ou un Bobcat [petit bulldozer], télécommandé, on les place à un point prédéterminé - et on les fait exploser. Vous détruisez une rue entière en une seule explosion.

"Une fois, nous sommes entrés dans un complexe qui était un centre éducatif pour les jeunes", poursuit A.. "Nous y sommes restés une nuit, puis ils l'ont fait sauter. Nous étions à un kilomètre et demi [de l'explosion] et nous avons senti l'onde de choc passer au-dessus de nous, comme une forte rafale de vent. J'ai cru que le bâtiment s'était effondré sur moi".

A. a déclaré que cette méthode était parfois utilisée pour des objectifs relativement opérationnels : faire sauter une zone soupçonnée de contenir un engin explosif, par exemple, ou dégager des chemins pour les troupes.

Mais Yotam l'a décrite comme un autre outil principalement utilisé pour faire tomber des bâtiments. "La mission est définie une fois que vous avez reçu la quantité allouée [d'explosifs] - alors, c'est 'Très bien, allez-y'", a-t-il déclaré. "Une partie de la mission idéologique consiste à raser des bâtiments ou à rendre une zone inutilisable. Y., qui a récemment servi à Rafah, a également témoigné que "chaque nuit, ils font exploser un ou deux [de ces TTB].

Alors que les forces israéliennes rasent Rafah, les dizaines de milliers de Palestiniens contraints d'évacuer en avril peuvent entendre de loin la destruction de leurs maisons. Ahmed al-Sufi, le maire de Rafah, a déclaré à +972 et à Local Call que lorsqu'il est retourné dans la ville en janvier, au début du cessez-le-feu, il a été choqué de voir l'étendue des destructions. Aujourd'hui, déplacé à nouveau à l'extérieur de Rafah, il entend des bombardements aériens et des explosions ininterrompues au sol, et il craint que la situation ne soit bien pire. "Personne ne sait à quoi ressemble la ville aujourd'hui, mais nous nous attendons à ce qu'elle soit complètement détruite", a-t-il déclaré. "Il sera très difficile pour les habitants de revenir.

"L'armée israélienne utilise diverses méthodes pour détruire la ville, soit par des bombardements aériens incessants, soit en faisant exploser des bâtiments au moyen d'engins piégés", explique Mohammed Al-Mughair, directeur de l'approvisionnement de la défense civile à Gaza. "Il existe également des robots piégés qui sont envoyés dans des maisons et des quartiers entiers et qui explosent à l'intérieur. Un certain nombre de zones avaient encore des bâtiments intacts et habitables [pendant le cessez-le-feu], mais avec ces bombardements incessants, nous ne savons pas ce qui s'y est passé, en particulier dans les zones entourant ce que l'on appelle le corridor Morag".

Notre objectif était de détruire les villages chiites

Cette politique de destruction systématique - une tactique visant à empêcher les civils de rentrer chez eux - a également été mise en œuvre lors de l'invasion terrestre de deux mois du Sud-Liban par Israël. Une analyse de l'imagerie satellite à la fin du mois de novembre 2024, peu après le cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, a révélé que 6,6 % de tous les bâtiments des districts situés au sud du fleuve Litani avaient été complètement ou fortement détruits.

An explosion during Israeli military operation in Ayta ash Shab, in southern Lebanon, October 21, 2024. (Ayal Margolin/Flash90)

G., réserviste au sein du 7064e bataillon du génie, s'est présenté à l'entraînement à l'été 2024, avant l'invasion prévue. Il a déclaré à +972 et à Local Call que le briefing indiquait explicitement que l'objectif du bataillon était de détruire les villages chiites. "Lors de l'entraînement à la démolition avant l'invasion [terrestre], un major du bataillon nous a expliqué que notre objectif en entrant au Liban serait de détruire les villages chiites. Il n'a pas parlé de "terroristes", d'"ennemis" ou de "menaces". Il n'a utilisé aucun terme militaire, juste "villages chiites". Il s'agit d'une destruction sans but militaire, mais uniquement politique.

"L'objectif était d'empêcher les habitants de revenir", poursuit G.. "Cela a été dit explicitement. L'idée était qu'il n'y aurait aucune possibilité de reconstruction après la guerre. Rétrospectivement, nous avons vu qu'ils ont détruit des écoles, des mosquées et des installations de purification de l'eau." Il a refusé de se présenter pour un nouveau service de réserve, mais n'a pas été sanctionné.

Pendant l'entraînement de G., aucune distance spécifique de la frontière n'a été donnée comme limite de destruction, mais "la brigade 769, dont nous dépendions, a décidé d'une distance de 3 kilomètres. D'après ce que j'ai vu [du côté israélien de la frontière], ils ont réussi". Dans une interview accordée à Srugim, le commandant de la brigade 769 a confirmé ces propos : "Partout où il y a de la terreur, des soupçons de terreur, ou même un soupçon de terreur, je détruis, je démolis et j'élimine".

L., un réserviste qui a servi à la fois à Gaza et sur le front du Liban oriental, a déclaré que l'armée avait fait venir "un très grand nombre de forces de génie de combat, tant régulières que de réserve". Son unité au Liban "n'a rencontré que peu ou pas de résistance, bien moins que prévu", et l'un des objectifs était "de détruire toutes les infrastructures dans les villages, car presque chaque village était défini comme un bastion du Hezbollah".

"Ils ont commencé à détruire les villages de manière assez complète et intense - presque toutes les maisons, et pas seulement celles marquées comme étant celles des commandants du Hezbollah. Mines, explosifs, pelleteuses, D9 - [ils ont utilisé] tous les outils pour démolir les bâtiments. Ils ont également détruit l'électricité, l'eau et les infrastructures de communication, afin de les rendre inutilisables à court terme, et même si [les habitants] reviennent, il faudra beaucoup de temps pour reconstruire."

Selon L., les maisons épargnées étaient souvent celles de familles chrétiennes. "J'ai remarqué que les bâtiments avec des croix à l'intérieur restaient souvent debout", explique-t-il.

IDF Engineering Corps moving an IDF Caterpillar D9 armored bulldozer, in the northern Golan Heights, Sept. 19, 2024. (Michael Giladi/Flash90)

G., comme indiqué, a refusé d'entrer au Liban pour ne pas participer à la destruction des villages, mais du côté israélien de la frontière, il a vu et entendu ce que son bataillon faisait là-bas. "Certaines destructions ont eu lieu alors que tout avait déjà été capturé et qu'il n'y avait plus de résistance... J'ai vu sur le WhatsApp du bataillon des preuves de destructions intentionnelles. Des soldats du bataillon se sont filmés en train de faire exploser des bâtiments. Mon bataillon spécifique n'est entré qu'une fois qu'il n'y avait plus de Hezbollah, plus d'armes, plus de bâtiments utilisés à des fins militaires secondaires [contre Israël] - rien qu'il soit permis de cibler en vertu des lois de la guerre".

Cette logique de destruction massive a également été appliquée en Cisjordanie, bien qu'à plus petite échelle. En fait, une source militaire a déclaré à +972 et à Local Call que la nature de la destruction à Gaza découle des tactiques développées par l'armée lors de l'opération Bouclier défensif en Cisjordanie pendant la deuxième Intifada - "exposer le terrain" en langage militaire.

Selon un rapport de l'OCHA de mars 2025, depuis le début de l'année 2024, Israël a démoli 463 bâtiments en Cisjordanie dans le cadre d'activités militaires, déplaçant près de 40 000 Palestiniens des camps de Jénine, Nur Shams et Tulkarm dans le cadre de l'opération "Mur de fer". Dans le camp de réfugiés de Jénine, comme +972 l'a précédemment rapporté, l'armée a fait exploser des blocs résidentiels entiers et a détruit des rues au bulldozer - dans le cadre d'une campagne de réaménagement du camp visant à supprimer la résistance palestinienne et à saper le droit au retour. L'armée a récemment annoncé des plans visant à démolir 116 maisons supplémentaires dans les camps de réfugiés de Tulkarm et de Nur Shams.

D'après les chiffres fournis par les soldats qui ont servi à Gaza, un seul bataillon dans la bande de Gaza pourrait détruire autant de bâtiments en une semaine. Mais l'idée sous-jacente est la même. La destruction n'est plus simplement le sous-produit de l'activité militaire d'Israël, ou une partie d'une stratégie militaire plus large - elle semble être l'objectif lui-même.

Le porte-parole de l'IDF a répondu à notre demande de commentaire par la déclaration suivante : "Les FDI n'ont pas pour politique de détruire des bâtiments en tant que tels, et toute démolition d'une structure doit respecter les conditions établies par le droit international. Les affirmations concernant les déclarations de soldats sur des démolitions sans rapport avec des objectifs opérationnels manquent de détails et ne correspondent pas aux politiques et aux ordres de l'IDF. Les incidents exceptionnels sont examinés par les mécanismes d'examen et d'enquête des FDI.

"Les FDI opèrent sur tous les fronts dans le but de contrecarrer le terrorisme dans une réalité sécuritaire complexe, dans laquelle les organisations terroristes établissent délibérément une infrastructure terroriste au sein des populations et des structures civiles. Les affirmations contenues dans l'article reflètent une mauvaise compréhension des tactiques militaires du Hamas dans la bande de Gaza et de la mesure dans laquelle ces tactiques impliquent des bâtiments civils.

Most read on +972

'She's dying in front of my eyes' : The Gazan children starving under Israeli siege

What a 'peace summit' reveals about the state of the Israeli left

Pourquoi la demande de désarmement du Hamas par Israël est un leurre

"En Cisjordanie (Judée et Samarie) également, les organisations terroristes opèrent et exploitent la population civile comme bouclier humain, la mettant ainsi en danger. Elles posent des explosifs et cachent des armes dans la région. Dans le cadre de la campagne contre le terrorisme dans le nord de la Samarie, les routes de la région sont parfois percées, ce qui nécessite la démolition des bâtiments conformément à la loi. La décision a été prise pour des raisons opérationnelles et après avoir examiné d'autres solutions.

"Les FDI continueront à agir conformément à la loi [israélienne] et au droit international, à neutraliser les bastions

terroristes et à prendre toutes les précautions possibles pour minimiser les dommages causés aux civils.